Fondation Jean Jaurès

International

DU RÊVE CONTINENTAL AU MARKETING POLITIQUE : QUAND LE PANAFRICANISME DEVIENT UNE RESSOURCE DE POUVOIR

Wilfried T. C. Boutora

03/11/2026

Comment appréhender les transformations contemporaines du panafricanisme et la manière dont celui-ci est aujourd'hui mobilisé comme une ressource politique, symbolique et communicationnelle ? Dans cette note, Wilfried T. C. Boutora, docteur en science politique, analyse notamment le passage d'un panafricanisme historiquement porté par des aspirations d'émancipation, d'unité et de solidarité entre les peuples africains à des formes contemporaines de mobilisation politique.

Introduction

Rarement le panafricanisme n'a occupé une place aussi importante dans le débat public africain qu'au cours de la dernière décennie. Des réseaux sociaux aux mobilisations citoyennes, des discours des chefs d'État, des intellectuels aux prises de position des diasporas africaines, la référence au panafricanisme est devenue omniprésente. Elle irrigue les débats sur la souveraineté, les relations avec les anciennes puissances coloniales, l'exploitation des ressources naturelles, les questions monétaires ou encore les enjeux de sécurité. Le panafricanisme apparaît aujourd'hui comme l'un des principaux répertoires idéologiques à travers lesquels s'expriment les aspirations d'une partie importante de la jeunesse africaine.

Ce regain d'intérêt n'est pas surprenant. Dans un contexte marqué par des inégalités persistances, une croissance économique souvent peu redistributive, le maintien de dépendances extérieures et le sentiment d'un déclassement géopolitique du continent, le panafricanisme offre un récit puissant. Il permet de relier les frustrations contemporaines à une histoire longue de domination, de résistance et de quête d'émancipation. À ce titre, il constitue une ressource symbolique considérable. Les idéaux panafricains sont remobilisés. Les idées récurrentes d'union continentale

et de développement de l'Afrique pour les Africains chères aux différentes figures du panafricanisme sont de nouveau réactualisées.

Toutefois, ce retour en grâce s'accompagne d'un paradoxe. Alors que les discours panafricanistes gagnent en visibilité, les réalisations concrètes susceptibles d'incarner ses ambitions semblent plus difficiles à identifier. Les appels à l'unité continentale coexistent avec la fragmentation politique. Les discours sur la souveraineté côtoient des économies largement dépendantes de l'extérieur. Les références aux pères fondateurs se multiplient, tandis que les projets structurants d'intégration peinent à progresser. Dès lors, une interrogation s'impose : le panafricanisme contemporain demeure-t-il un projet de transformation du continent ou est-il devenu, dans de nombreux cas, une ressource politique mobilisée dans des stratégies de conquête, de légitimation ou de conservation du pouvoir ?

Cette question est d'autant plus importante que l'avenir du panafricanisme dépendra moins de sa capacité à susciter l'adhésion émotionnelle que de son aptitude à produire des réponses concrètes aux défis économiques, sociaux et démocratiques auxquels l'Afrique est confrontée.

L'héritage d'un projet émancipateur

L'histoire du panafricanisme est une histoire instable. C'est une histoire de circulations : circulation des hommes, circulation des idées, circulation des luttes. L'évolution de l'idée elle-même prit différentes formes depuis sa naissance il y a plusieurs siècles.

L'historien Amzat Boukari-Yabara affirme dans *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, en 2017, que le panafricanisme varie entre « un concept philosophique né avec les mouvements émancipateurs et abolitionnistes de la seconde moitié du XVIII^{e} siècle, un mouvement sociopolitique développé par les Afro-Américains et les Antillais entre la fin du XIX^{e} siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale, ou une doctrine de l'unité politique formulée par les nationalistes africains dans le cadre des luttes anticoloniales et indépendantistes ».

Trois phases principales marquent l'histoire de ce courant. D'abord celle de la naissance, qui plonge ses racines dans la lutte contre l'esclavage, qui s'est prolongée jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale avec la mort presque simultanée de l'avocat Henry Sylvester-Williams (1911) et de l'idéologue Edward W. Blyden (1912), tous deux originaires de la Caraïbe. Ensuite, celle de la mise en forme de l'idéologie et des programmes, à travers une succession de « congrès » conçus, organisés et conduits par l'intellectuel africain-américain William Edward Burghardt Du Bois. Enfin, à partir du congrès de Manchester en 1945, celle du panafricanisme militant, largement incarnée par le

dirigeant ghanéen Kwame Nkrumah[1].

Le panafricanisme rassemble une pluralité d'idéaux élaborés et défendus par les Afrodescendants ainsi que par les Africains du continent. Paul Cuffe se préoccupe presqu'exclusivement du rapatriement en Afrique des esclaves noirs libérés. Edward Wilmot Blyden popularise le slogan « *Back to Africa* »[2] et défend l'idée d'une « personnalité africaine », Du Bois développe la notion de « conscience raciale », Marcus Garvey popularise le slogan « Africa for African »[3], Anténor Firmin prône « l'égalité des races humaines » et Kwame Nkrumah plaide pour « l'unité du continent africain ». Les luttes contre le colonialisme et le fascisme sont portées entre autres dans la France à partir des années 1920 par des figures politiques telles que Louis Hunkarin, Lamine Senghor, Samuel Stéfany, Max Bloncourt, Joseph Gothon-Lunion, Tiémoko Garan Kouyat, Léopold Sédar Senghor, Houphouët Boigny, Alioune Diop ou Cheikh Anta Diop. Nnamdi Azikiwe, premier président du Nigéria[4], fait remarquer dans un article intitulé « L'avenir du panafricanisme » que, « pour certains, le panafricanisme signifie la recherche d'une personnalité africaine. Pour d'autres, il implique la négritude. Tandis que pour un grand nombre, il s'applique à une situation dans laquelle le continent africain entier est libéré des entraves de la domination étrangère avec ses leaders préparant librement le progrès méthodologique et le bien-être de ses habitants[5]. ».

Comme on peut le constater, le panafricanisme est une série d'idées, d'actions et de luttes à des périodes données de l'histoire pour des revendications spécifiques. Dès le début, les penseurs et militants (William Edward Burghardt Du Bois, George Padmore, Marcus Garvey, etc.) cherchent à construire une solidarité politique entre les peuples africains et les diasporas confrontés à la colonisation, au racisme et à l'exploitation.

Après les indépendances, cette ambition trouve une traduction politique à travers des figures majeures du continent. Kwame Nkrumah au Ghana défend l'idée d'une union politique africaine capable de préserver les nouveaux États de la domination économique extérieure. Julius Nyerere en Tanzanie insiste sur la nécessité d'une coopération régionale fondée sur le développement humain. Léopold Sédar Senghor privilégie une approche davantage institutionnelle et culturelle de l'intégration africaine. Plus tard, Nelson Mandela rappellera constamment que la liberté d'un peuple africain demeure incomplète tant que les autres peuples du continent restent confrontés à l'injustice ou à la domination.

Malgré leurs divergences, ces dirigeants partageaient plusieurs convictions essentielles. Ils considéraient que l'indépendance politique n'avait de sens que si elle s'accompagnait d'une indépendance économique réelle. Ils estimaient également que les frontières héritées de la colonisation fragilisaient les capacités de développement des États africains pris isolément. Enfin,

ils voyaient dans l'unité africaine un moyen de renforcer le poids politique du continent dans les affaires mondiales.

Le panafricanisme des fondateurs reposait donc sur un projet concret. Il s'agissait de construire des institutions communes, de favoriser les échanges économiques, de développer les infrastructures continentales, d'investir dans l'éducation et de renforcer les capacités industrielles africaines. En d'autres termes, le panafricanisme était conçu comme une stratégie de transformation et non comme un simple marqueur identitaire.

Cette dimension est aujourd'hui souvent oubliée. L'héritage des pères fondateurs est fréquemment invoqué, mais rarement mobilisé dans sa profondeur intellectuelle. Leurs portraits circulent abondamment. Leurs projets, eux, sont souvent relégués au second plan.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Quand le panafricanisme devient un outil politique

Le retour contemporain des idéaux panafricains s'inscrit dans un contexte très différent de celui des années des indépendances. Les défis auxquels le continent est confronté ont changé, tout comme les formes de mobilisation politique. Dans ce nouvel environnement, la critique de l'ordre international et des héritages coloniaux est devenue le principal vecteur du discours panafricaniste.

Par exemple, la dénonciation de la Françafrique occupe une place centrale dans cette dynamique. Les réseaux d'influence hérités de la période postcoloniale, les accords économiques jugés déséquilibrés ou encore certaines interventions militaires étrangères sont régulièrement présentés comme les principaux obstacles au développement du continent. Ces critiques rencontrent ainsi un écho important auprès des populations.

Cependant, le problème apparaît lorsque cette critique devient l'unique horizon du discours politique. En focalisant l'attention sur les responsabilités extérieures, certains acteurs tendent à

minimiser les facteurs internes qui contribuent également aux difficultés du continent : corruption, faiblesse institutionnelle, mauvaise gouvernance, conflits politiques ou absence de stratégies économiques cohérentes.

La montée en puissance des réseaux sociaux accentue ce phénomène. Les formats numériques privilégient les messages simples, les oppositions binaires et les récits émotionnels. Dans cet univers, la dénonciation est souvent plus efficace que la démonstration. Des figures héroïques s'opposent aux ennemis désignés. Les analyses complexes cèdent la place à des récits simplifiés.

Progressivement, un panafricanisme de la dénonciation s'est développé. Sa force réside dans sa capacité à identifier des adversaires. Sa faiblesse réside dans sa difficulté à définir un projet alternatif crédible et opérationnel.

Cette évolution a ouvert la voie à une instrumentalisation croissante du panafricanisme. Pour certains acteurs politiques, le registre panafricaniste constitue désormais une ressource de légitimation particulièrement efficace. Face à des difficultés économiques ou sociales persistantes, l'invocation de la souveraineté permet parfois de déplacer le débat public. Les échecs de l'action gouvernementale peuvent être imputés à des forces extérieures. Les critiques internes sont alors disqualifiées au nom de l'unité nationale ou de la lutte contre l'ingérence étrangère. Le panafricanisme cesse ainsi d'être un outil de transformation pour devenir un instrument de consolidation du pouvoir.

Parallèlement, une nouvelle génération d'influenceurs, de militants numériques et de producteurs de contenus a compris le potentiel mobilisateur de cette rhétorique. Certains contribuent utilement au débat intellectuel. D'autres s'inscrivent davantage dans une logique de polarisation permanente. L'indignation devient un modèle économique. La colère devient une ressource politique.

Cette situation alimente une confusion préoccupante entre souveraineté et autoritarisme. Au nom de la lutte contre les influences extérieures, certains considèrent que les exigences démocratiques, la liberté de la presse ou l'indépendance de la justice constituent des préoccupations secondaires. L'histoire montre pourtant que la souveraineté ne se renforce pas par l'affaiblissement des institutions, mais par leur consolidation.

Le risque est alors de voir émerger un panafricanisme davantage tourné vers la défense de dirigeants ou de régimes que vers la construction d'un avenir collectif pour les peuples africains. Dans cette configuration, le continent devient le décor d'un récit politique dont les citoyens ne sont

plus les bénéficiaires, mais les spectateurs.

À partir de ce constat, nous développons le concept de panafricanisme velléitaire qui décrit cette forme de panafricanisme qui manque de détermination ou de mise en œuvre concrète dans la réalité. Cela suggère que, bien que l'idéologie panafricaniste prône l'unité et la coopération entre les nations africaines, dans certains contextes, il peut y avoir un écart entre ces aspirations et les actions réelles prises pour les concrétiser. Si les dirigeants africains ou les mouvements panafricanistes expriment des intentions fortes en faveur de l'unité continentale, mais que ces intentions ne se traduisent pas par des politiques, des accords ou des actions concrètes, on pourrait caractériser cette approche comme étant velléitaire. Cela pourrait également refléter des défis, tels que des rivalités nationales, des conflits internes, des divergences politiques ou des obstacles économiques qui entravent la mise en œuvre effective des idéaux panafricanistes.

Le panafricanisme velléitaire, c'est également lorsque certains dirigeants en Afrique adoptent des discours pour renforcer leur légitimité ou mobiliser un soutien populaire, même si leurs actions ne correspondent pas toujours aux principes du panafricanisme. C'est également le cas de certains prétendus leaders panafricanistes, pseudo-intellectuels qui déploient un discours d'une grande verbosité, mais sans fondement opérationnel, systématiquement orienté contre les puissances occidentales, afin de provoquer une adhésion émotionnelle de leurs publics. Une telle pratique n'a rien à voir avec le panafricanisme authentique.

Repenser le panafricanisme à l'épreuve des réalités africaines

La principale faiblesse du panafricanisme contemporain réside peut-être dans l'absence de réflexion approfondie sur les politiques à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs proclamés.

L'intégration économique africaine progresse lentement. Les échanges commerciaux entre pays africains demeurent faibles comparativement à d'autres régions du monde. De nombreuses infrastructures essentielles restent insuffisantes. Les barrières administratives et réglementaires continuent de freiner la circulation des biens, des services et parfois même des personnes.

Sur le plan industriel, la dépendance aux exportations de matières premières demeure un obstacle majeur au développement. Malgré les discours sur la souveraineté économique, peu de stratégies ambitieuses sont proposées pour transformer localement les ressources du continent, développer des chaînes de valeur régionales ou favoriser l'émergence de champions industriels africains.

Les questions éducatives sont également insuffisamment abordées. Pourtant, la jeunesse

constitue le principal atout du continent. Elle est dans son ensemble logée à la même enseigne : chômage, désespoir, oisiveté, précarité, aventure, illusion, violence, analphabétisme, illettrisme et sous-éducation. Or, cette jeunesse africaine d'aujourd'hui représente l'Afrique de demain[6]. Il est bien difficile de prévoir l'avenir du continent compte tenu des réalités auxquelles cette jeunesse est, de nos jours, confrontée. Les problèmes de la jeunesse africaine doivent être appréhendés. Sans investissement massif dans l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, la formation technique et l'innovation, les ambitions panafricanistes risquent de demeurer théoriques.

Le même constat s'applique à la santé publique, à la transition énergétique ou à la révolution numérique. Sur chacun de ces sujets, les discours sont souvent abondants, mais les propositions restent limitées.

En réalité, l'Afrique n'a pas besoin d'un supplément de rhétorique. Elle a besoin d'un supplément de capacités institutionnelles, industrielles, technologiques et scientifiques. C'est sur ce terrain que se jouera la crédibilité du panafricanisme au XXIe siècle.

Repenser alors le panafricanisme peut donc offrir des solutions pour le continent. Malgré des hésitations, voire des réticences, au demeurant fort compréhensibles par rapport à l'ampleur de ce projet des États unis d'Afrique, l'écrasante majorité des peuples d'Afrique l'appelle de tous ses vœux. De nombreux échanges l'attestent incontestablement. De nombreux indicateurs portent à penser que de nombreux dirigeants n'y sont pas vraiment opposés, même si certains conseillent beaucoup de prudence et de réflexion. La quête de l'unité politique continentale demeure par conséquent une aspiration importante pour de nombreux Africains et dirigeants du continent. Des intellectuels apportent des pistes de solution. Pour le philosophe togolais Kuamvi Mawulé Kuakuvi, « l'un des premiers verrous à faire sauter, ce sont les frontières héritées du colonialisme. Du genre, périmètre Schengen. Ensuite, il faut un marché commun, une monnaie continentale comme le dollar existe pour la cinquantaine d'États aux États-Unis. Il faut répartir les tâches de production. Que les gens se départissent d'une partie de leur souveraineté au profil d'État fédéral africain[7] ».

L'historien congolais Théophile Obenga, dans un ouvrage intitulé *L'État fédéral d'Afrique noire : la seule issue* défend plusieurs thèses. La poursuite de l'intégration africaine doit passer par un recadrage et une amélioration du fonctionnement des institutions préexistantes. Les États doivent mettre de côté leurs antagonismes et leurs intérêts privés en vue d'un État fédéral. L'union libre et volontaire des États-nations actuels de l'Afrique noire constituera le fondement politique et juridique de l'État fédéral. Il faut un référendum populaire organisé par l'Union africaine à l'échelle des États-nations qui veulent vivre au sein de l'État fédéral africain. C'est donc une union libre, volontaire et démocratique, fondée sur les vœux, les choix et les aspirations légitimes du peuple

africain. Ainsi, toutes les ethnies, toutes les tribus, toutes les cultures formeront une même nation, forte, grande, puissante, au bénéfice de l'ensemble du peuple africain. La Patrie africaine naîtra de ce profond sentiment d'amitié, de fraternité, de solidarité et de destinée commune.

L'Union africaine doit ainsi se donner pour mission de redynamiser le processus d'intégration. Pour atteindre cet ultime objectif, de nombreux défis doivent être préalablement relevés. Au nombre de ceux-ci, il y a, d'une part, le fléau des conflits, d'autre part les difficultés financières, et aussi le déficit démocratique, qui se manifeste en Afrique à travers la prolifération des régimes autoritaires et dictatoriaux, incapables de mettre en œuvre des stratégies crédibles et ambitieuses de développement. Tous ces facteurs compromettent considérablement le développement du continent.

Conclusion

Le retour du panafricanisme constitue l'un des phénomènes politiques majeurs de l'Afrique contemporaine. Il traduit une aspiration légitime à la souveraineté, à la dignité et à la maîtrise collective du destin du continent. À ce titre, il représente une force mobilisatrice considérable et potentiellement porteuse d'avenir.

Toutefois, cette dynamique comporte un danger : celui de voir un idéal historique transformé en simple outil de communication politique. Lorsque le récit prend le pas sur la stratégie, lorsque la dénonciation remplace la construction, lorsque les symboles se substituent aux politiques publiques, le panafricanisme risque de perdre sa vocation première.

Réhabiliter un panafricanisme d'action suppose donc de revenir à l'intuition fondamentale de ses fondateurs : l'émancipation ne se proclame pas, elle se construit. Elle se construit par l'éducation, par l'innovation, par l'intégration économique, par des institutions solides, par des infrastructures communes et par des politiques publiques évaluables.

L'enjeu pour l'Afrique n'est plus de produire davantage de discours sur l'unité du continent. Il est de transformer cette aspiration en réalités tangibles. Le véritable défi consiste à passer du récit à la stratégie, de la mémoire à l'action, du symbole à la réalisation. C'est à cette condition que le panafricanisme pourra redevenir ce qu'il fut à son origine : non pas une ressource de pouvoir, mais un projet de transformation historique.

1. Recueil de texte de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) sur *l'histoire du mouvement panafricaniste au vingtième siècle*, Dakar, 7-9 octobre 2004, p. 25.

2. Le mouvement *Back to Africa* est né aux États-Unis au XIX[e] siècle. Le mouvement a encouragé les personnes d'ascendance africaine à retourner dans les patries africaines de leurs ancêtres. Il a été popularisé par Edward Wilmot Blyden et plus tard par Marcus Garvey au début du XX[e] siècle. Marcus Garvey a fondé le mouvement en Jamaïque, mais a finalement déménagé à New York pour le diriger. Le mouvement a épousé l'idée que les Afro-Américains ne pourraient jamais avoir de véritables droits civils et l'égalité aux États-Unis et devaient donc s'installer en Afrique.
3. Marcus Garvey, « L'Afrique pour les Africains », Extrait du *Negro World*, vol. XII, n°10, 22 avril 1922.
4. Nnamdi Azikiwe est un fervent défenseur du panafricanisme culturel. Il publie en 1937 *Renascent Africa*, ouvrage qui exalte la renaissance culturelle de l'homme africain.
5. Nnamdi Azikiwe, « L'avenir du panafricanisme », *Présence africaine*, vol. 60, n°1, 1962.
6. Djigui Camara, *Défis d'Afrique et stratégie gagnante*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 233.
7. Kuamvi Mawulé Kuakuvi, philosophe (ancien professeur de philosophie à l'université de Lomé), entretien du 28 juillet 2023 à Lomé.